

Unité inter-départementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans
Zone Industrielle Saint-Joseph
04100 MANOSQUE

Marseille, le 18/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

META REGENERATION

Avenue du Jas
Quartier de la gare SNCF
04160 CHATEAU ARNOUX ST AUBAN

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement META REGENERATION implanté Avenue du Jas Quartier de la gare SNCF 04160 CHATEAU ARNOUX ST AUBAN . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un incendie survenu sur le site (zone broyeur) en date du 22/03/2022 vers 13h15, l'inspection des installations classées s'est rendu sur site pour vérifier d'une part la gestion de l'accident, et du post accident, évaluer les impacts prévisibles et contrôler le respect des dispositions d'exploitation de base.

En particulier il convient de s'intéresser:

- 1) au respect des mesures de maîtrise des risques présentes dans l'étude de dangers :
 - broyage cryogénique, permettant de faciliter le broyage et d'éviter tout échauffement. L'absence d'azote dans le circuit entraîne l'arrêt du broyeur.
 - Sonde de température dans la tête de broyeur.
 - Capteur de pression détectant un bourrage en tête de broyeur et entraînant l'arrêt de l'atelier.
 - Bouton d'arrêt d'urgence à l'entrée du local
 - extraction d'air de l'atelier
- 2) au respect de la procédure d'alerte (utilisation de la fiche de déclaration des accidents / information de l'inspection)
- 3) à la bonne gestion des conséquences de l'accident (gestion des déchets de combustion, des eaux d'extinction)
- 4) à la présence ou non d'impact résiduels et les moyens d'action mis en oeuvre

5) au respect des dispositions usuelles d'exploitation en lien avec l'évènement accidentel (présence et bon état des rétentions et du bassin de confinement des eaux incendies, règles de stockage respectées, consignes process respectées, fonctionnement des moyens incendie...) et de rappeler à l'exploitant les mesures attendues dans le cadre du post accident:

- A. Rédaction d'un rapport d'accident
- B. Prise en compte du Retour d'expérience pour l'amélioration continue de ses installations
- C. Gestion des conséquences de l'accident
- D. Éventuellement analyses à mettre en oeuvre pour caractériser les impacts hors site

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- META REGENERATION
- Avenue du Jas Quartier de la gare SNCF 04160 CHATEAU ARNOUX ST AUBAN
- Code AIOT dans GUN : 0006407878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

Metaregeneration est une installation de traitement de déchets mercuriel. Cet établissement relève du régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) classée sous le régime "Seveso" seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite post accident
- Gestion sinistre et gestion post accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mesures mises en oeuvre dans le cas de la gestion de l'incident	Code de l'environnement du 22/03/2022, article L.511-1	/	Sans objet
Contrôle des déchets reçus	Article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral n° 2014-383 du 7 mars 2014	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun défaut flagrant des règles d'exploitation n'a été identifié lors de cette visite faisant suite à l'accident (incendie éteint, zone partiellement nettoyée à l'arrivée de l'inspection). La gestion de l'accident par l'exploitant est jugée bonne que ce soit sur la gestion de l'alerte, sur la gestion opérationnelle de la phase accidentelle, ou sur la gestion prévue du post accident.

Cet accident n'entraîne aucune conséquence humaine ou environnementale, ni sur site, ni hors site. Quelques dégâts matériels mineurs sont observés.

Des éléments complémentaires sont attendus concernant la gestion post accident ainsi que la gestion des déchets entrants.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/03/2022, article L.511-1, R.512-69 et 70, Etude de dangers de l'établissement, articles 46 et 47 de Arrêté du 4 octobre 2010 .

Thème(s) : Autre, Accident/Incident

Prescription contrôlée :

L'objectif premier de la visite était le contrôle de l'absence d'impact de l'accident sur les intérêts visés par le L.511-1 du code de l'environnement et le cas échéant de la mise en oeuvre des mesures correctives adaptées.

Aussi l'inspection a contrôlé le respect des procédures usuelles d'exploitation, des mesures de maîtrises des risques définies par l'exploitant dans son étude de dangers et de certaines prescriptions de base relatives à la gestion des risques accidentels (quantités de matières stockées, conformité du stockage, disponibilité de l'état des stocks).

De plus il est rappelé à l'exploitant ses obligations réglementaires post-accident (respect de la procédure d'alerte, rédaction d'un rapport d'accident, et redémarrage sous condition) conformément aux articles R.512-69 et 70 du code de l'environnement.

Constats :

Déroulement de l'incident:

- 1) Opération de broyage de pile le matin (batch), jusque 12h30, puis nettoyage des équipements. Plus aucune matière ne subsistait ni en amont process, ni sur le convoyeur, ni dans le broyeur.
- 2) Incendie détecté vers 13h15, incendie d'un faible linéaire de tapis convoyeur et du plexiglas de protection (pas de matière dangereuse ou polluante impactée).
- 3) Extinction par l'exploitant (extincteur mousse) puis 10 seaux d'eau
- 4) Appel SDIS qui est intervenu en refroidissement du broyeur (chauffé par les flammes)

Causes:

Il semblerait qu'un résidu de pile probablement incandescent du fait de l'action mécanique du broyage soit restée bloquée sur le tapis caoutchouc du convoyeur, malgré le nettoyage, et ai conduit à initier la combustion. Cet événement ne s'était jamais produit.

Conséquences:

Aucune conséquence hors site, ni en terme de perception visuelle, ni en terme d'émission atmosphérique (pas de matière dangereuse ou polluante concernée, feu très court), ni en terme d'impact sur les sols ou les eaux.

Les quelques centaines de litres utilisées en extinction ou refroidissement se sont écoulées sur une dalle étanche puis ont été redirigées via des caniveaux étanches dans le bassin de rétention prévu à cet effet. Le bassin sera pompé et son contenu envoyé en filière idoine.

Les poudres d'extinction ont été ramassées et seront traitées via le four sur site avant évacuation dans le cadre de l'activité classique du site. Le nettoyage résiduel sera réalisé au maximum via autolaveuses, pour éviter tout entrainement superflu de matière possiblement nocive vers le milieu.

Les dégâts matériels sont mineurs (tapis et plexiglas uniquement). Le broyeur est à l'arrêt jusqu'à réparation, ce qui n'aura aucun impact sur les stocks, l'exploitant pouvant continuer de traiter les piles dans son four, et faire réaliser l'ultime étape de valorisation par un autre exploitant, jusqu'à réparation des installations.

Contrôle:

- 1) Les mesures présentes dans l'EDD n'ont pas été évaluées puisque toute la chaîne était à l'arrêt lors du départ de feu.
- 2) L'ensemble de la zone concernée est sous rétention. Pour ce qui est visible, les rétentions sont en parfait état (étanchéité de la dalle, présence et état des grilles et caniveaux, bassin de rétention), l'écoulement s'est réalisé comme prévu.
- 3) Aucune détection n'était prévue dans cette zone. Les détections des zones de stockages ont fonctionné comme attendues avec report à la centrale, déclenchement des alarmes et coupure

des alimentations électriques.

4) Les moyens incendies (extincteurs ici) ont fonctionné comme attendu. La réserve d'eau présente sur site n'a pas été utilisée.

5) La procédure d'alerte a été menée de manière raisonnée et efficace (gestion de l'urgence avec extinction et appel service opérationnel SDIS) puis information de la DREAL dans un second temps (vers 14h30).

6) Aucun défaut flagrant n'a été identifié relatif aux conditions d'exploitation. Un stock de déchets à évacuer était positionné hors cellule de stockage, ce stock étant censé partir l'après midi même, l'enlèvement ayant été repoussé au lendemain matin le temps de gérer l'incendie. La zone broyeur semblait (hormis la partie calcinée) propre, et en état de fonctionnement. Aucun déchet, ou matière combustible n'étant présente à proximité directe.

7) L'état des stocks a été contrôlé. L'exploitant était bien en dessous de ses capacités théoriques maximales autorisées

Observations : Il est attendu de la part de l'exploitant la fourniture sous 15 jours d'un rapport d'accident conforme aux attentes de l'article R.512-69 comprenant notamment:

- la description de l'incident, (survenue, alerte, gestion sinistre, gestion post sinistre (nettoyage, évacuation déchets, réparations),
- la recherche des causes potentielles ou identifiées,
- la vérification de la cohérence de l'EDD (scénario envisagé) et une proposition d'actualisation si nécessaire,
- la justification d'évacuation des déchets (eaux incendies) via la fourniture d'un BSD conforme,
- justification de la remise en état de fonctionnement des extincteurs utilisés
- l'évaluation des dommages humains, environnementaux et matériels (limités au domaine matériel dans le cas d'espèce).
- le résultat du contrôle d'acceptation à réception sur site du lot de déchets concernés ainsi que le résultat du tri et/ou du contrôle visuel des déchets réalisé avant le traitement mécanique

De plus, il est demandé à l'exploitant:

1. de justifier de l'évacuation du stock de déchets prévu à l'enlèvement le 23/03 matin,
2. de prendre en compte le courrier de janvier 2022, transmettant le nouveau modèle de fiche de déclaration d'accident (et non utilisé dans le cas présent),
3. de retravailler son état des stocks pour le rendre conforme aux articles 46 et 47 de l'Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE (en particulier le détail de l'état des stocks par rubrique, et la justification de sa disponibilité en permanence même si l'accès aux installations est compromis) => délai 31/05/2022,
4. de procéder au nettoyage résiduel au maximum via autolaveuses, pour éviter tout entraînement superflu de matière possiblement nocive vers le milieu,
5. de proposer un délai pour l'implantation d'un détecteur fumée dans la zone broyeur, correctement adapté et dimensionné. Ce détecteur devra être implanté avant la remise en service du broyeur, en vertu de l'article R.512-70. En effet l'incendie a été détecté par un détecteur de fumée présent dans une cellule de stockage (le système de dépression permanente de ces zones ont induit un rabattement des fumées vers le sol, fumées qui ont ensuite pénétré dans les cellules de stockage, pour être détectées par les détecteurs du stockage.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n°2014-383, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets reçus doivent présenter les caractéristiques suivantes : non explosivité, non inflammabilité, absence de matières organiques chlorées ou nitrées, absence de composés organo-mercuriels, absence de radioactivité, absence de risque de dégagement d'hydrogène lors du traitement par les fours. Ces caractéristiques feront l'objet d'une attestation de conformité établie par le producteur du déchet. Dans le cas contraire, l'exploitant devra vérifier par des analyses appropriées que les déchets reçus sont conformes.</p> <p>Les déchets à recevoir feront l'objet d'une procédure préalable à leur acceptation, portant sur les caractéristiques physico-chimiques</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets concernés par l'incident du 22/03/2022 sont des piles en mélange, à l'exception de piles lithium. Celles-ci sont reçues en fûts. L'exploitant indique que sur ce type de déchets, le seul contrôle possible est un contrôle visuel lors de la vidange des fûts et un tri manuel le cas échéant avant traitement thermique. L'exploitant joint le modèle de bordereau d'acceptation utilisé.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir une attestation de conformité établie par le producteur du déchet, ou d'attester la conformité du déchet par des analyses qui auraient été effectuées.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant fournisse sous 15 jours :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'attestation de conformité établie par le producteur du déchet pour le lot de piles concerné par l'incident du 22 mars 2022 ou bien des éléments permettant d'assurer leur conformité, • la procédure relative à la réception de déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet